



# Angola

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM<sup>2</sup>

1 246 700



11 072 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
€ 268 (1996)

Importations européennes  
en provenance de...  
€ 602 541 950 (1997)

Pétrole brut 43%  
Diamants 47%

Exportations européennes  
vers...  
€ 1 057 956 330 (1997)

Service de la dette /  
exportations  
12,5% (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,9% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
99,1% (1996)  
secondaire  
9,1% (1996)

Taux d'urbanisation  
32% (1996)

L'Angola, vaste pays côtier d'Afrique Australe, est partagé entre la savane et le désert, à l'exception d'une étroite bande côtière et de vallées abritant des forêts touffues au nord et nord-est du pays.

Indépendant en 1975, l'Angola est depuis lors confronté à une guerre civile qui, après la signature d'un premier accord de paix en mai 1991, a repris depuis janvier 1993 après les élections parlementaires et présidentielles tenues en septembre 1992. Les négociations de paix ont repris à la fin de 1993. Le 20 novembre 1994, un Protocole de Paix fut signé à Lusaka et un cessez-le-feu instauré deux jours plus tard. Malgré les progrès réalisés dans la mise en œuvre des accords de paix, les combats ont repris au cours de 1998 et le pays a basculé une nouvelle fois dans la guerre civile depuis décembre 1998.

Le pays dispose d'importantes ressources halieutiques et minérales, dont le pétrole, qui représentait près de 94% des exportations en 1996, les diamants, le fer et le manganèse. A l'exception de l'industrie pétrolière, toutes les activités économiques et sociales ont été gravement affectées par la guerre civile; les transports et le commerce ont également été très touchés.

Avant son adhésion à la 3ème Convention de Lomé, la plus grande partie de l'aide européenne allouée au pays au titre du budget de l'UE – soit 80 millions d'écus au total – a servi à financer des aides alimentaires, des actions de réhabilitation et à appuyer l'industrie de la pêche.

Dans le cadre de Lomé, l'essentiel des fonds prévus pour la coopération UE-Angola s'est aussi concentré sur l'aide humanitaire, les aides alimentaires et la réhabilitation. Le Programme Indicatif National (PIN) de Lomé III (€ 102 millions), visait à soutenir les efforts vers l'autosuffisance alimentaire, en relançant la production et en réhabilitant les infrastructures de base. Sur cette période, l'Angola a également reçu € 87 millions provenant du budget européen, qui ont servi à financer des opérations d'aide alimentaire, d'aide d'urgence et des programmes spécifiques en faveur des réfugiés et des personnes déplacées.

Sous Lomé IV, le PIN s'élève à € 115 millions dont près de la moitié est consacrée à appuyer la réhabilitation économique et sociale.

Le montant total disponible pour le PIN Lomé IV bis est de € 167 millions, dont une première tranche de € 116,9 millions.

L'Angola a également bénéficié d'autres financements importants sur les ressources budgétaires européennes au titre de l'aide alimentaire, des actions de réhabilitation, de déminage et en appui à la démobilisation (environ € 150 millions depuis 1995).

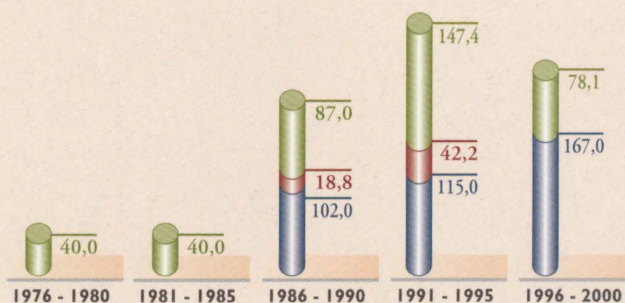
L'accord de pêche en vigueur a été conclu pour une période de trois ans (1996/1999) et il devrait rapporter près de € 40 millions à l'Etat.

Les fonds versés par la Banque Européenne d'Investissement sous Lomé III s'élevaient à € 2,4 millions. Elle a engagé plus de € 3,1 millions sous Lomé IV.

## FED EDF + budget

dotations en millions €  
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei  
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



- environnement +  
développement rural/pêche  
environnement +  
rural development/fishing
- transport + développement  
de l'entreprise/PME  
+ éducation + autres  
transport + entreprise  
development/SME's  
+ education + others





Angola

A

### Economic indicators

GNP per capita  
€ 268 (1996)

European imports from...  
€ 602 541 950 (1997)

Crude oil 43%  
Diamonds 47%

European Exports to...  
€ 1 057 956 330 (1997)

Debt service / exports  
12.5% (1995)

### Social indicators

Population growth rate  
2.9% (1995-96)

Primary schooling rate  
99.1% (1996)

Secondary schooling rate  
9.1% (1996)

Urbanisation rate  
32% (1996)

Angola, vast coastal country of Southern Africa, is divided by savanna and the desert, except for a narrow coastal band and valleys sheltering thick forests in the north and north-east of the country.

Gaining independence in 1975, Angola has since been confronted with a civil war which, after the signature of the first peace agreement in May 1991, has been sparked off again since January 1993 after the parliamentary and presidential elections held in September 1992. The peace negotiations restarted at the end of 1993. On 20 November 1994, a Peace Protocol was signed in Lusaka and a ceasefire was established two days later. Despite the progress achieved in the implementation of the peace agreements fighting broke out again during 1998 and the country has once again been rocked by civil war since December 1998.

The country has significant fisheries and mineral resources, including oil, which accounted for almost 94% of exports in 1996, diamonds, iron and manganese. Except for the oil industry, all economic and social activities were seriously affected by the civil war; transport and trade were also seriously affected.

Before its accession to the 3rd Lomé Convention, the largest part of European aid allocated to the country under the budget of the EU – i.e. € 80 million in total – was used to finance food aid, rehabilitation activities and to support the fishing industry.

Within the framework of Lomé, the main part of the funds planned for EU-Angola cooperation also concentrated on humanitarian aid, food aid and rehabilitation. The National Indicative Programme (NIP) of Lomé III (€ 102 million) was targeted at supporting efforts towards food self-sufficiency, and reviving production by rehabilitating basic infrastructure. Over this period, Angola also received € 87 million from the European budget, which were used to finance food aid, emergency aid and specific programme operations for refugees and displaced persons.

Under Lomé IV, the NIP amounts to € 115 million of which almost half is devoted to supporting economic and social rehabilitation.

The total amount available for the NIP Lomé IV bis is € 167 million, including a first installment of € 116.9 million.

Angola has also benefited from other important funding from European budgetary resources under the title food aid, rehabilitation activities, mine clearance activities and in support for demobilisation (approximately € 150 million since 1995).

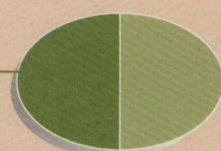
The fishing agreement in force was concluded for a three-year period (96/99) and it should return almost € 40 million to the state.

The funds paid by the European Investment Bank under Lomé III amounted to € 2.4 million. It pledged more than € 3.1 million under Lomé IV.

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

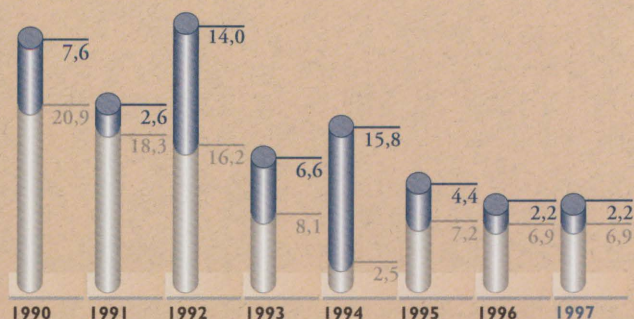
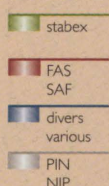
50



50

FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







# Antigua and Barbuda

CARAIBES

CARIBBEAN

440

68 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
€ 5 773 (1996)

Importations européennes  
en provenance de...

€ 36 714 800 (1997)

Paquebots, Yachts 85%

Exportations européennes  
vers...

€ 179 244 380 (1997)

Service de la dette /  
exportations

na/nd (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population

0% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire

na/nd

secondaire

na/nd

Taux d'urbanisation

na/nd (1996)

L'État formé d'îles jumelées dans le nord-est de la chaîne des Caraïbes comprend les deux îles de vacances, Antigua et Barbuda où domine l'industrie du tourisme qui représente 60% du PIB. La politique de la Commission dans la région consiste à améliorer les infrastructures et à développer le «potentiel de ressources humaines» par le financement de projets concernant le secteur de l'enseignement.

Antigua et Barbuda ont profité du financement du FED depuis la première Convention de Lomé. L'aide au développement de la CE sous les Conventions de Lomé I et II ont porté sur des projets d'infrastructure de conservation et de distribution de l'eau, de réfection des routes et de développement du cheptel. Environ 80 % des fonds de subvention accordés au titre de Lomé III, qui ont totalisé € 4,5 millions, ont été attribués pour améliorer le réseau routier existant. Le reste des fonds a été utilisé pour financer l'assistance technique et la formation en dehors du domaine de concentration et promouvoir le tourisme. Dans le cadre du programme indicatif sous Lomé IV, il a été envisagé qu'environ 80 % des fonds de subvention devraient être dépensés en développement des ressources humaines – € 2 millions pour reconstruire le centre de formation à l'hôtellerie, endommagé par l'ouragan Hugo en 1989, et € 875.000 pour construire une école secondaire. Sous Lomé IV, des fonds ont été également réservés à l'aide continue aux petits éleveurs de cheptel, pour l'assistance technique et la formation relatives au domaine de concentration et au volet national des programmes régionaux possibles.

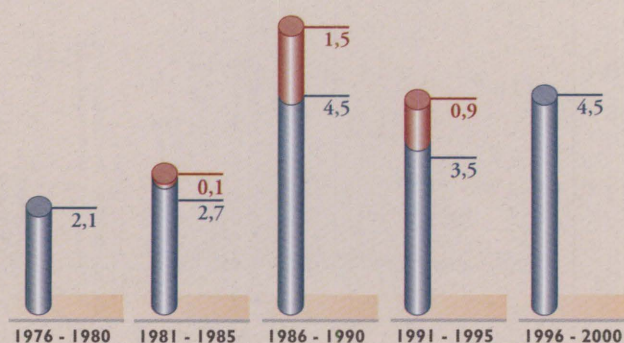
Le PIN bis sous Lomé IV a été signé en février 1997 et les fonds du FED se sont élevés à € 4.5 millions. Le même domaine de concentration a été choisi.

Les projets relatifs au «centre de formation à l'hôtellerie d'Antigua» et «à la formation des opérateurs de radar ATC» sont en cours de réalisation. Le projet principal financé dans le cadre du 8ème FED concernera le secteur de l'éducation et de la formation. L'étude de faisabilité est presque achevée (le projet de rapport est disponible) et une décision de financement est prévue pour le début de l'an 2000. L'élaboration du projet «de prévention de la consommation de drogue» doit commencer bientôt.

## FED + budget

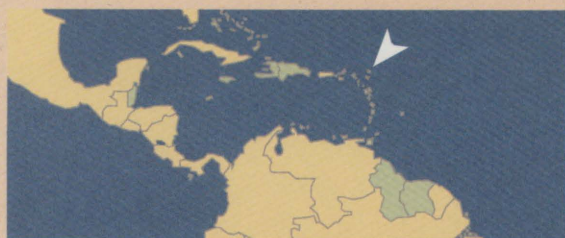
dotations en millions €  
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei  
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche  
rural development/fishing
- secteurs sociaux  
social sectors
- autres  
others





## Antigua and Barbuda

A

### Economic indicators

GNP per capita  
€ 5 773 (1996)

European imports from...  
€ 36 714 800 (1997)  
Ships, Yachts 85%

European Exports to...  
€ 179 244 380  
(1997)

Debt service / exports  
na/nd (1995)

### Social indicators

Population growth rate  
0% (1995-96)

Primary schooling rate  
na/nd

Secondary schooling rate  
na/nd

Urbanisation rate  
na/nd (1996)

The twin-island State in the north-east of the Caribbean chain consists of the two holiday islands, Antigua and Barbuda. The tourism industry dominates the economy of Antigua and Barbuda, accounting for 60% of the GDP. The Commission policy in the region consists in improving the infrastructures and developing the 'human resources potential' through the financing of projects relating to the education sector.

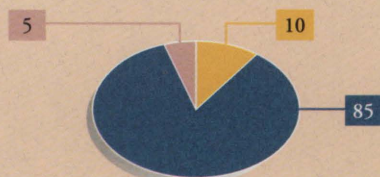
Antigua and Barbuda have been benefitting from EDF financing since the first Lomé Convention. EC development assistance under the Lomé I and II Conventions centred on infrastructural projects, water conservation and distribution, road rehabilitation and livestock development. About 80% of grant funds under Lomé III, which totalled € 4.5 million, were allocated to improving the existing road network. The remainder of funds were used to finance technical assistance and training outside the focal sector and some tourism promotion. Under the Lomé IV Indicative Programme, it was envisaged that about 80 per cent of the grant funds should be spent on human resource development – € 2 million to reconstruct the Hotel Training Centre, damaged during Hurricane Hugo in 1989, and € 875,000 to build a secondary school. Under Lomé IV funds have also been earmarked for continued support to small livestock farmers, for technical assistance and training related to the focal sector and the national component of possible regional programmes.

Lomé IV bis NIP was signed in February 1997 and EDF funds amounted to € 4,5 million. The same focal sector has been chosen.

The projects 'Antigua Hotel Training Centre' and 'ATC Radar Operators Training' are under execution. The main projects financed under the 8<sup>th</sup> EDF will concern the Education and Training sector: The feasibility study is nearly completed (draft report available) and a financing decision is planned for the beginning of year 2000. The 'Drug Consumption Prevention' project design is to start soon.

FED  
EDF

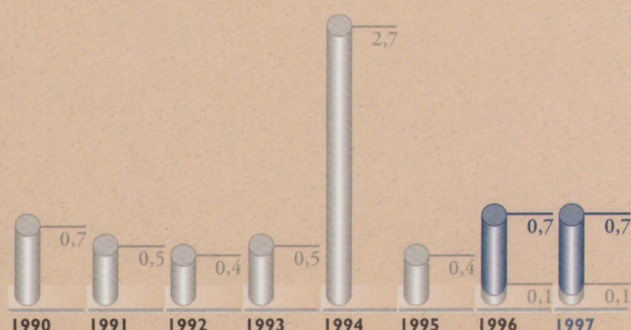
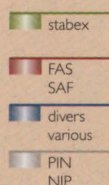
répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED  
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







# Bahamas

CARAIBES

CARIBBEAN

KM<sup>2</sup>

13 880



277 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
na/nd (1996)

Importations européennes  
en provenance de...

€ 320 952 350 (1997)

Paquebots, Yachts 39%

Exportations européennes  
vers...

€ 592 523 720 (1997)

Service de la dette /  
exportations  
na/nd (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
1,4% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
99% (1996)

secondaire  
98,9% (1996)

Taux d'urbanisation  
na/nd (1996)

Situé au nord des îles des Antilles, le Commonwealth des Bahamas est un groupe d'environ 1000 îles de corail dont vingt environ sont habitées. Le pays a acquis son indépendance en juillet 1973.

Les efforts réalisés par les Bahamas pour établir un climat de confiance ont aidé le pays à attirer les investisseurs étrangers et à développer l'activité touristique. Le succès de cette politique a été au cœur du développement économique du pays, qui est l'un des premiers États ACP en termes de PNB par habitant. Néanmoins, ce constat général masque des inégalités considérables dans la distribution des revenus, notamment entre les deux îles principales d'une part (New Providence et Grande Bahama où vivent 75 % de la population totale) – et toutes les autres îles 'familiales'. Ce déséquilibre a causé le départ d'un grand nombre de jeunes des petites îles pour chercher un emploi dans les deux plus grandes, particulièrement dans la capitale Nassau, et plus particulièrement dans le secteur du tourisme.

La politique du gouvernement vise de plus en plus à améliorer l'infrastructure économique et sociale du pays et à promouvoir le développement des activités productives, ainsi qu'à réaliser une plus grande diversification économique et à réduire les déséquilibres entre les différentes îles.

La coopération de l'UE avec les Bahamas a toujours activement soutenu cette politique et a notamment centré ses efforts sur le développement des îles familiales. Dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, l'aide européenne s'est élevée à € 35 millions, dont près de € 8 millions provenaient des programmes indicatifs nationaux (PIN). Les principaux secteurs d'intervention étaient l'énergie, le développement social, l'agriculture et l'infrastructure. La Banque Européenne d'Investissement a également contribué pour plus de € 17 millions sur ses ressources propres au financement des projets dans les secteurs productifs et € 3 millions étaient des bonifications d'intérêt.

Sous le premier protocole financier de Lomé IV (le 7ème FED), les fonds du PIN (€ 4,4 millions) ont été principalement consacrés au financement d'un projet d'infrastructure: la rénovation de Queens Highway qui est la route principale sur Long Island. Un autre projet du 7ème FED envisage la remise en état de deux aérodromes à Moores Island et Rum Cay respectivement. En outre, € 14 millions provenant des ressources propres de la BEI ont permis des améliorations d'approvisionnement en eau à New Providence et sur les îles familiales, tandis qu'un prêt de € 20 millions a été accordé au secteur de l'énergie.

Le PIN du 8ème FED (Lomé IV, deuxième protocole financier) concerne plus particulièrement les projets d'infrastructure dans les îles familiales. Le PIN (€ 4,5 millions) a été signé le 24 février 1997 à Nassau. La BEI envisage des engagements de € 10 millions dans différents secteurs. En 1998, le premier projet du 8ème FED (la remise en état de la route à Acklins Island, € 2,2 millions) a été approuvé et la mise en œuvre est sur le point de commencer. Un deuxième projet d'infrastructure pour le solde de € 2,3 millions sera défini en 1999, en étroite collaboration avec les autorités locales.

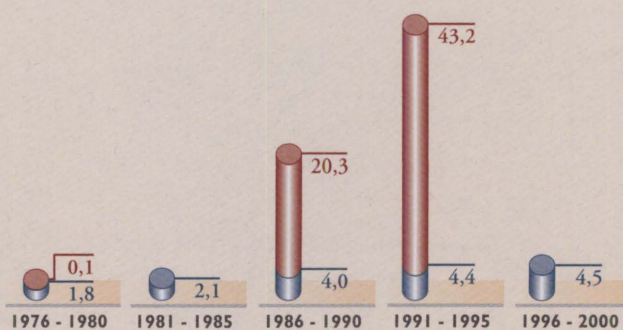
## FED + budget

dotations en millions €  
allocations in € million

budget

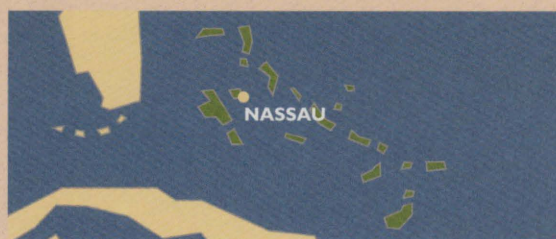
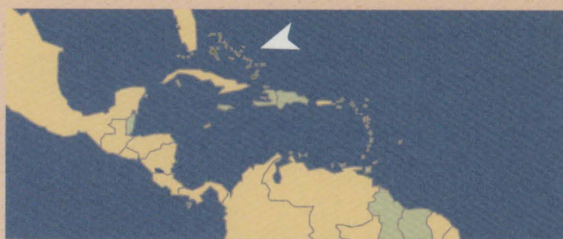
autres fed + bei  
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



transport et communications  
transport and communications





## Bahamas

B

## Economic indicators

GNP per capita  
na/nd (1996)

European imports from...  
€ 320 952 350 (1997)  
Ships, Yachts 39%

European Exports to...  
€ 592 523 720 (1997)

Debt service / exports  
na/nd (1995)

## Social indicators

Population growth rate  
1.4% (1995-96)

Primary schooling rate  
99% (1996)

Secondary schooling rate  
98.9% (1996)

Urbanisation rate  
na/nd (1996)

Located north of the Caribbean Islands, the Commonwealth of the Bahamas is a group of about 1000 coral islands, of which some twenty are inhabited. The country achieved independence in July 1973.

Efforts by the Bahamas to establish a climate of confidence have helped the country to attract foreign investors and to develop tourism activity. The success of this policy has been at the heart of the economic development of the country, which is one of the leading ACP States in terms of GNP per capita. However, this general statement masks considerable inequalities in income distribution, in particular between the two main islands on the one hand (New Providence and Grand Bahama where 75% of the total population live) – and all the other 'Family' Islands. This imbalance has led to a large number of young people leaving the small islands to seek employment in the two biggest ones, especially the capital Nassau, and particularly in the tourist sector.

Government policy aims increasingly to improve the country's economic and social infrastructure and to promote the development of productive activities, as well as to achieve a greater economic diversification and to reduce the imbalances between the different islands.

EU co-operation with the Bahamas has always actively supported this policy and in particular focussed its efforts on the development of the Family Islands. Under the first three Lomé Conventions, European assistance amounted to € 35 million, almost € 8 million of which came from the National Indicative Programmes (NIPs). The main sectors of intervention were energy, social development, agriculture and infrastructure. The European Investment Bank has also contributed more than € 17 million from its own resources to the financing of projects in the productive sectors and € 3 million were interest rate subsidies.

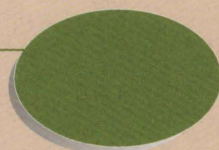
Under the first financial protocol of Lomé IV (7th EDF), the NIP funds (€ 4.4 million) were mainly devoted to financing of an infrastructure project: the renovation of the Queen's Highway which is the main road on Long Island. Another 7th EDF project is for the rehabilitation of two airfields on Moores Island and Rum Cay respectively. Furthermore, € 14 million from EIB's own resources enabled improvements of water supply in New Providence and on the Family Islands, while a loan of € 20 million went to the energy sector.

The NIP of the 8th EDF (Lomé IV, second financial Protocol) concentrates on infrastructure projects in the Family Islands. The NIP (€ 4.5 million) was signed on 24 February 1997 in Nassau. The EIB envisages commitments of € 10 million in different sectors. In 1998, the first 8th EDF project (rehabilitation of the highway on Acklins Island, € 2.2 million) has been approved and the implementation is about to start. A second infrastructure project for the balance of € 2.3 million will be identified in 1999, in close co-operation with the local authorities.

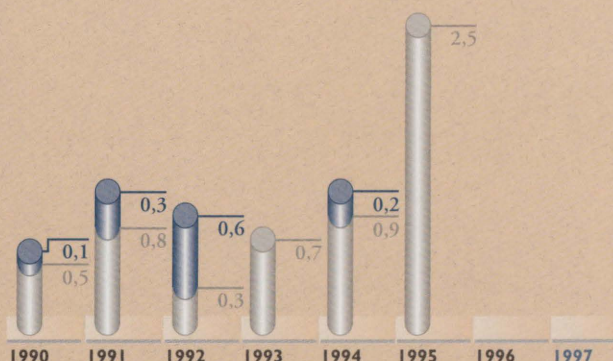
FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

100

FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







# Barbados

CARAIBES

CARIBBEAN

KM<sup>2</sup>

430



261 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
na/nd (1996)

Importations européennes  
en provenance de...

€ 50 341 590 (1997)

Sucres de canne 66%

Exportations européennes  
vers...

€ 101 465 790 (1997)

Service de la dette /  
exportations

na/nd (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
0,38% (1996)

Taux de scolarisation  
primaire  
94,5% (1996)

secondaire  
75,9% (1996)

Taux d'urbanisation  
na/nd (1996)

Les domaines de concentration pour notre coopération dans le cadre du 8ème FED (s'élevant à € 7 millions) sont: le développement des ressources humaines (60 %), l'aide au secteur industriel et services d'exportation (13 % plus le solde du 7ème FED). En dehors des domaines de concentration, un engagement de € 1,4 million a été décidé par la Commission en février 1998, pour la construction d'un laboratoire légal visant à améliorer la lutte contre le trafic illicite de drogue et le renforcement de l'autorité du droit. Les autorités de la Barbade attachent une importance particulière à ce projet et contribueront à son cofinancement en apportant € 5,3 millions.

Il y a plusieurs programmes en cours dans le cadre du FED précédent. «Le projet de développement du cheptel» (€ 1,07 million de subventions, plus € 1,4 million de prêts) vise à aider les petits éleveurs de cheptel à augmenter la productivité et donc leur revenu et à réduire les importations de viande. Le projet est presque fini. Le «verger de fruits nationaux» (€ 0,55 million) veut créer un verger pilote de fruits au centre agricole de Codrington en utilisant des techniques modernes de culture. Dans le secteur des infrastructures, le projet de «pêche rurale à Consett Bay et à Skeet Bay» (€ 1,55 million) a pour but d'améliorer les installations de débarquement, de traitement, de stockage, de commercialisation et de transport du poisson dans les deux sites. Il entre dans la stratégie du gouvernement pour le secteur de la pêche qui vise à améliorer les quantités pêchées et à gagner des devises, tout en équilibrant le développement entre les côtes orientale et occidentale. Enfin, le «Barbados Hospitality Institute» (€ 2,75 millions) devrait préparer à la vie professionnelle des personnes qui seront directement employées dans l'industrie du tourisme, améliorant ainsi la qualité des services rendus et augmentant le revenu produit par le secteur. Ce projet est pratiquement achevé et fonctionne. La Barbade jouit également de deux protocoles de la Convention de Lomé: Le protocole Sucre (la campagne 1996/97 a été estimée à approximativement € 15,4 millions) et le protocole Rhum (en 1997, la Barbade a continué à profiter du régime d'importation libéralisé de l'UE en exportant environ 3.900 tonnes de rhum vers Europe).

Plusieurs projets sont en cours de préparation: le centre de formation linguistique (50 % PIN) dont l'étude est presque achevée et dont la décision de financement sera prise en 1999. Une étude concernant le programme de soutien au secteur industriel (13 % PIN + le solde sur le 7ème FED) doit être décidée par le gouvernement.

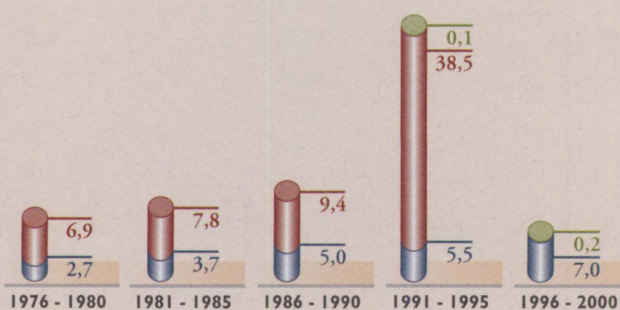
## FED + budget

dotations en millions €  
allocations in € million

budget

autres fed + bei  
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SME's

secteurs sociaux  
social sectors





Barbados

B

### Economic indicators

GNP per capita  
na/nd (1996)

European imports from...  
€ 50 341 590 (1997)  
Cane-sugar 66%

European Exports to...  
€ 101 465 790 (1996)

Debt service / exports  
na/nd (1995)

### Social indicators

Population growth rate  
0.4% (1996)

Primary schooling rate  
94.5% (1996)

Secondary schooling rate  
75.9% (1996)

Urbanisation rate  
na/nd (1996)

The focal sectors for our co-operation under the 8<sup>th</sup> EDF (amounting to € 7 million) are: development of human resources (60%), the support to the industrial sector and export services (13% plus balance from the 7<sup>th</sup> EDF). Outside the focal sectors, a commitment of € 1.4 million was decided by the Commission in February 1998, for the construction of a forensic laboratory aiming at improving the fight against drugs and the reinforcement of the rule of law. Barbados authorities attach a particular importance to this project and will contribute with € 5.3 million to its co-financing.

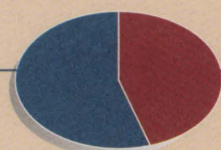
There are several on-going programmes under previous EDF. The 'Livestock Development Project' (€ 1.07 million grant, plus € 1.4 million loan) aims at helping smaller livestock farmers to increase productivity and thereby their income and reduce the meat imports. The project is nearly finished. The 'National Fruit Orchard' (€ 0.55 million) aims at establishing a demonstration pilot fruit orchard at Codrington Agricultural Station, using modern techniques of cultivation. In the infrastructure sector, the project 'Rural Fisheries at Consett Bay and Skeet's Bay' (€ 1,55 million) aims at improving fish landings, handling, storage marketing and transport facilities at the two sites. It fits into Government's strategy for the fisheries sector to improve the catch, and earn foreign exchange, while balancing development between the east and west coasts. Finally, the 'Barbados Hospitality Institute' (€ 2.75 million) should prepare professional people for direct employment in the tourism industry, thereby upgrading the quality of the services rendered and increasing the income generated by the sector. This project is practically completed and running. Barbados also enjoys the benefits of two protocols of the Lomé Convention: the Sugar Protocol (marketing year 1996/97 was estimated at approximately € 15.4 million), and the Rum protocol (in 1997 Barbados continued to benefit from the liberalised EU import regime, some 3,900 tons of rum were exported to Europe).

Several projects are in the pipeline: the Language Training Centre (50% NIP), the study is nearly completed and a financing decision will be taken in 1999. A study concerning the Industrial Sector Support Programme (13% NIP + balances 7<sup>th</sup> EDF) is to be decided by the Government.

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

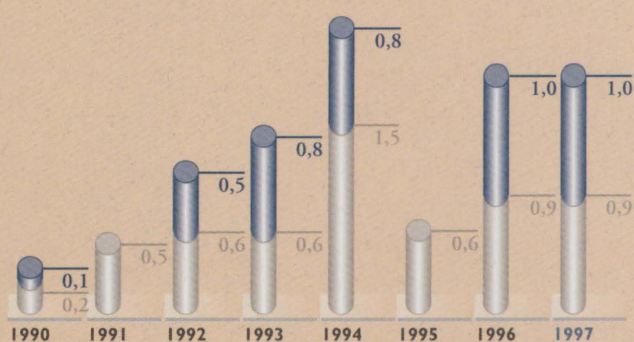
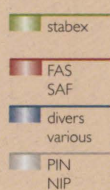
55



45

FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument









# Belize

CARAIBES

CARIBBEAN

 22 960

 209 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
€ 2 158 (1996)

Importations européennes  
en provenance de...  
€ 82 662 340 (1997)

Bananes 30%  
Sucres de canne 34%

Exportations européennes  
vers...  
€ 43 833 580 (1997)

Service de la dette /  
exportations  
na/nd (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,3% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
na/nd (1996)

secondaire  
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation  
na/nd (1996)

Belize est un petit pays avec un territoire de la dimension de la Belgique, et une population de seulement 221.000 habitants. Il est le seul État ACP d'Amérique centrale. Le Belize est constitué d'un mélange unique de peuples et de cultures, influencées par les Antilles et l'Amérique centrale, mais également par les descendants d'origine africaine, britannique, chinoise et indienne. Le Belize fait partie également de la péninsule du Yucatan et de la région de La Ruta Maya qui a été le pays des Mayas pendant 3.000 ans. Le Belize est devenu indépendant en 1981.

Le tourisme est le secteur qui rapporte le plus de devises, suivi de près par le sucre de canne. Les autres exportations importantes sont constituées d'agrumes et de bananes destinés presque exclusivement aux marchés de l'UE, des produits de la mer, des vêtements et du bois. En 1997, l'UE a représenté 44 % des exportations du Belize mais seulement 9 % de ses importations; la balance commerciale avec l'UE étant traditionnellement positive pour le pays.

L'économie est limitée dans ses possibilités de croissance par la petite dimension du marché local, sa vulnérabilité aux forces externes, sa pénurie de main-d'œuvre qualifiée et ses ressources énergétiques limitées. Le programme d'investissement public est principalement financé par les donateurs externes.

De Lomé I à Lomé III, l'aide totale programmée et non programmable (comprenant les programmes nationaux et régionaux du FED, les prêts de la BEI, les lignes budgétaires de la CE) attribuée au Belize par la Communauté Européenne s'est élevée à plus de € 32 millions.

Sous le 1er protocole financier de Lomé IV (le 7ème FED), la majeure partie des € 9 millions d'aide programmable a été affectée à la remise en état de l'autoroute Hummingbird et à la réalisation de l'hôpital de Belize City. De 1993 à 1996, le Belize a profité également du programme de soutien spécial de l'aide de l'UE aux fournisseurs traditionnels de bananes ACP (3,3 millions au total).

La Banque Européenne d'Investissement a soutenu des projets dans le secteur de l'énergie (Belize Electricity Ltd.) et une ligne de crédit pour la société financière de développement pour un montant total de € 6 millions dont € 2,5 millions sous forme de capital à risque. Le Belize est également un bénéficiaire du programme indicatif régional des Caraïbes (CRIP).

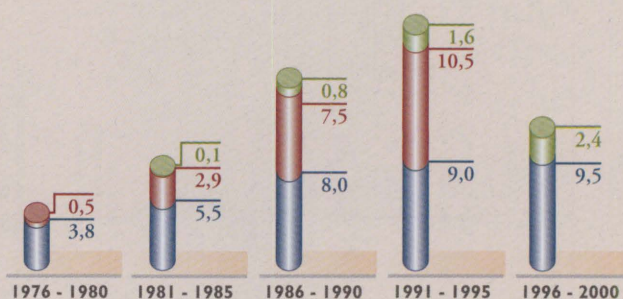
Le nouveau PIN (8ème FED – € 9,5 millions) indique comme secteurs de concentration, la consolidation du développement des infrastructures et l'amélioration des ressources naturelles et humaines. La plupart des projets sont en préparation en vue d'un engagement rapide des fonds. 2,5 millions est le montant indicatif disponible de l'aide de la BEI.

En 1998, la reconstruction d'un autre segment l'autoroute Hummingbird a commencé (8ème FED – € 4,7 millions). L'instruction d'autres projets a avancé de façon satisfaisante, comme la contribution du FED au Fonds d'investissement social, le programme de réduction de demande de drogue, le projet de protection des zones côtières et le projet de développement de gestion financière. Le solde des 8ème fonds du FED a été affecté à la réparation et à la restructuration de l'hôpital de Belize City.

## FED + budget

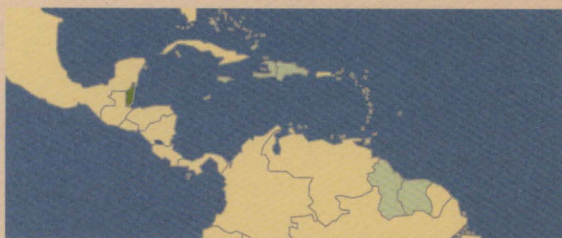
dotations en millions €  
allocations in € million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



transport et communications  
transport and communications  
secteurs sociaux  
social sectors





Belize

B

### Economic indicators

GNP per capita	€ 2 158 (1996)
European imports from...	€ 82 662 340 (1997)
Bananas	30%
Cane-sugar	34%
European Exports to...	€ 43 833 580 (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

### Social indicators

Population growth rate	2.3% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Belize is a small country with a land area the size of Belgium, and a population of only 221,000. It is the only ACP State in Central America. Belize has a unique mixture of peoples and cultures, influenced by the Caribbean and Central America, but also by descendants of African, British, Chinese and Indian origin. Belize is also part of the Yucatan Peninsula and the region known as La Ruta Maya which has been home to the Maya for 3,000 years. Belize became independent in 1981.

Tourism is the top foreign exchange earner, closely followed by cane sugar. Other major exports include citrus and bananas which go almost exclusively to EU markets, marine products, garments and timber. In 1997 the EU accounted for 44% of Belize exports but only for 9% of its imports; the trade balance with the EU is traditionally positive for the country.

The economy is constrained in its growth possibilities by the small size of the local market, vulnerability to external forces, shortage of qualified manpower and limited energy resources. The public investment programme is mainly financed by external donors.

From Lomé I to Lomé III total programmed and non-programmable assistance (including national and regional EDF programmes, EIB loans, EC budget lines) allocated to Belize by the European Community amounted to more than € 32 million.

Under the 1st financial protocol of Lomé IV (7<sup>th</sup> EDF), the bulk of € 9 million programmable aid was allocated to the rehabilitation of the Hummingbird Highway and for completion of the Belize City Hospital. From 1993 to 1996, Belize benefited also from the EU special assistance programme of support for traditional ACP bananas suppliers (total € 3.3 million).

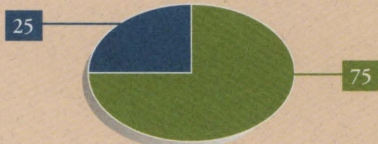
The European Investment Bank supported projects in the energy sector (Belize Electricity Ltd.) and a credit line for the Development Finance Corporation for a total amount of € 6 million. € 2.5 million was in the form of risk capital. Belize is also a beneficiary of the Caribbean Regional Indicative Programme (CRIP).

The new NIP (8<sup>th</sup> EDF-€ 9.5 million) has identified, as sectors of concentration, the consolidation of infrastructure development and enhancement of human and natural resources. Most projects are in preparation with a view to an early commitment of the funds. € 2.5 million is the indicative amount available for support from the EIB.

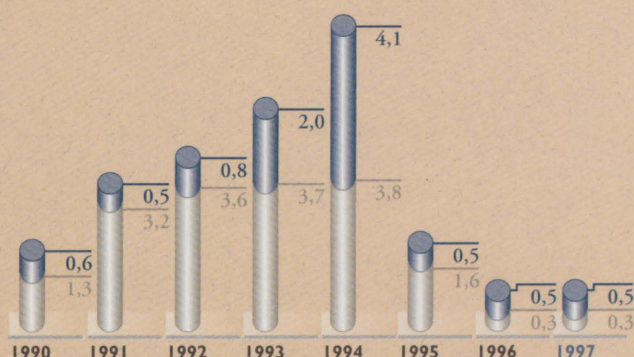
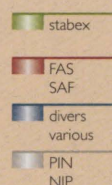
In 1998, the re-construction of another segment of the Hummingbird Highway started (8<sup>th</sup> EDF-€ 4.7m). The appraisal of other projects advanced satisfactorily, such as the EDF contribution to the Social Investment Fund, the Drug Demand Reduction Programme, the Coastal Zone Protection Project and the Financial Management Development Project. The balance of 8<sup>th</sup> EDF funds has been earmarked for repair and restructuring of the Belize City Hospital.

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectoral breakdown of NIP  
% of the total envelope

FED  
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument





# Bénin

AFRIQUE SAHÉLIENNE ET  
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL  
WESTERN AFRICA

KM<sup>2</sup> 112 622



5 561 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
€ 284 (1996)

Importations européennes  
en provenance de...

€ 63 497 660 (1997)

Coton 47%

Exportations européennes  
vers...

€ 386 911 260  
(1997)

Service de la dette /  
exportations

8,4% (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population

2,8% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire

61% (1996)

secondaire

9,5% (1996)

Taux d'urbanisation

39% (1996)

Pays côtier, tout en longueur et bordé par quatre pays, le Bénin a une population à majorité rurale dont près de 43% vivent dans une grande pauvreté. De 1960-année de l'indépendance- à 1972, la situation politique au Bénin a été caractérisée par une grande instabilité. Entre 1972 et 1989, le pays a traversé une phase de stabilité politique marquée par une forte intervention de l'Etat dans l'activité économique. Après une longue crise économique qui a culminé en 1989, un régime démocratique a été instauré avec l'élection au suffrage universel du Président de la République en 1990, et celle de l'Assemblée nationale en 1991.

Les progrès enregistrés depuis 1990, surtout en matière de libéralisation économique et d'assainissement des finances publiques, constituent la première étape d'une stratégie de développement du secteur privé. Le renforcement de l'intégration dans la sous-région constitue un élément clé de cette stratégie, dans laquelle l'appartenance à l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) coexiste avec une très forte dépendance béninoise vis-à-vis du marché nigérian.

Les montants totaux des ressources des PIN au titre du 6ème et 7ème FED sont respectivement € 89,5 millions et € 93,8 millions.

Les projets en cours sous le PIN du 7ème FED concernent les infrastructures routières, la santé et le développement rural. Il s'agit d'un projet de réhabilitation de la route Cotonou - Hillakondji (€ 14 millions), un projet de réhabilitation de la route Cotonou - Porto Novo (€ 8 millions) et un programme de restructuration du milieu rural dans le Mono (€ 6,5 millions).

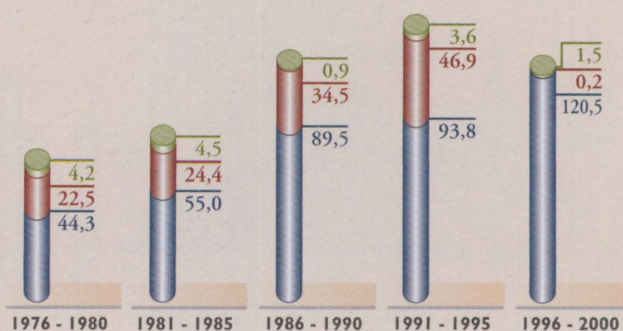
Le programme indicatif national au titre du 8ème FED portant sur un montant total de € 120,5 millions a été signé le 6 mars 1997. Les domaines de concentration sont les infrastructures de communication (55% du PIN), la santé (25% du PIN) et des actions complémentaires (20%).

Le pays bénéficie d'un appui à l'ajustement structurel depuis 1991. Un quatrième programme décidé en octobre 1997 porte sur un montant total de € 27,5 millions (€ 10 millions provenant du PIN 7ème FED, et € 17,5 millions provenant des ressources FAS 8ème FED). L'utilisation des fonds de contrepartie concerne principalement le budget santé et les travaux à haute intensité de main d'œuvre.

## FED + budget

dotations en millions €  
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei  
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



- environnement  
environment
- développement rural/pêche  
rural development/fishing
- transport et communications  
transport and communications
- secteurs sociaux  
social sectors
- ajustement structurel et appui à la  
balance des paiements  
structural adjustment and balance  
of payments support
- autres  
others





Bénin

B

### Economic indicators

GNP per capita  
€ 284 (1996)

European imports from...  
€ 63 497 660 (1997)

Cotton 47%

European Exports to...  
€ 386 911 260 (1997)

Debt service / exports  
8.4% (1995)

### Social indicators

Population growth rate  
2.8% (1995-96)

Primary schooling rate  
61% (1996)

Secondary schooling rate  
9.5% (1996)

Urbanisation rate  
39% (1996)

A coastal and narrow state surrounded by four countries, Benin has a mainly rural population – of which more than 43% live in extreme poverty. From independence in 1960 to 1972, the political situation was inherently unstable. Between 1972 and 1989, the country enjoyed a phase of political stability, marked by large-scale state intervention in the economy. After a long economic crisis, which reached its peak in 1989, a democratic regime was installed with the election by universal suffrage of the President of the Republic in 1990 and that of the National Assembly in 1991.

The progress recorded since 1990, above all with regard to economic liberalisation and the stabilisation of public finances, constitutes the first stage of a strategy of private sector development. Stronger integration in the sub-region is a key element of this strategy. Membership of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) is important here, as is the strong dependence of Benin's economy on the Nigerian market.

The total amounts of the NIP resources under the 6<sup>th</sup> and 7<sup>th</sup> EDF are € 89.5 million and € 93.8 million respectively.

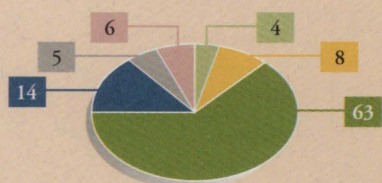
The NIP projects under the 7<sup>th</sup> EDF in progress concern road transport infrastructures, health and rural development. This involves a rehabilitation project for the Porto Novo – Hillakondji road (€ 14 million), a rehabilitation project for the Porto Novo – Oporto Novo road (€ 8 million). A programme to restructure the rural environment in the Mono region (€ 6.5 million).

The National Indicative Programme under the 8<sup>th</sup> EDF for a total of € 120.5 million was signed on 6 March 1997. The areas of concentration are communication infrastructure (55% of the NIP), health (25% of the NIP) and additional measures (20%).

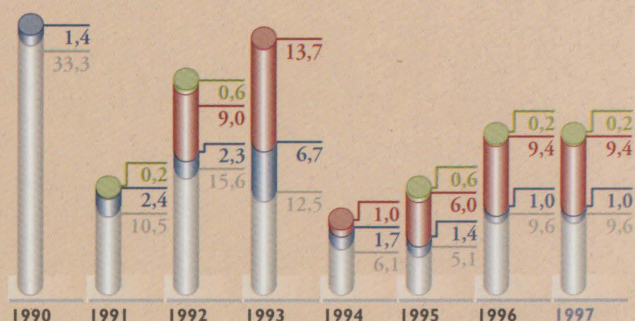
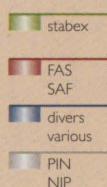
The country has been benefiting from structural adjustment support since 1991. A fourth programme decided in October 1997 for a total amount of € 27.5 million (€ 10 million from the NIP 7<sup>th</sup> EDF, and € 17.5 million from the resources SAF 8<sup>th</sup> EDF). The use of offset funds is mainly for the health budget and labour intensive works.

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







# Botswana

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

581 730

1 433 000

## Indicateurs économiques

 PNB par habitant  
 na/nd (1996)

 Importations européennes  
 en provenance de...

€ 190 102 830 (1997)

Diamants 71%

 Exportations européennes  
 vers...

 € 111 457 580  
 (1997)

 Service de la dette /  
 exportations  
 3,2% (1995)

## Indicateurs sociaux

 Taux de croissance  
 de la population  
 2% (1996)

 Taux de scolarisation  
 primaire  
 113,9% (1996)

 secondaire  
 62,4% (1996)

 Taux d'urbanisation  
 63% (1996)

Dans le cadre de la coopération UE-Botswana, ce pays bénéficie de quatre instruments de coopération, c'est-à-dire de ressources programmables (le programme indicatif national – PIN); les ressources gérées par la BEI, SYSMIN et protocole viande bovine.

Le PIN du présent accord de Lomé IV bis (le 8ème FED) est centré sur deux secteurs ou domaines liés qui sont cruciaux pour un développement économique durable du point de vue écologique et social, l'accent étant mis sur l'amélioration des conditions de vie de quelques-uns des groupes les plus pauvres de la population: (1) les ressources naturelles et l'environnement et (2) de nouveaux secteurs productifs – développement du secteur privé et formation professionnelle connexe.

Déjà le PIN précédent (7ème FED) a couvert ces deux domaines de concentration dans lesquels la mise en œuvre de plusieurs projets et programmes financés par la CE est bien avancée. Ils comprennent les deux interventions typiques suivantes:

(1) Un programme d'aide de € 15 millions pour le «centre de formation professionnelle» de Gaborone vise à augmenter la capacité du système d'enseignement et de formation professionnelle au Botswana, pour aider le gouvernement à apporter sur le marché du travail des travailleurs convenablement qualifiés et semi-qualifiés. Le projet contribuera aux objectifs politiques du gouvernement de moins faire appel à la main-d'œuvre expatriée, d'améliorer la productivité et la compétitivité dans les secteurs formels et informels et d'ouvrir les opportunités aux jeunes à la fin de leurs études secondaires pour trouver un emploi ou devenir entrepreneur individuel.

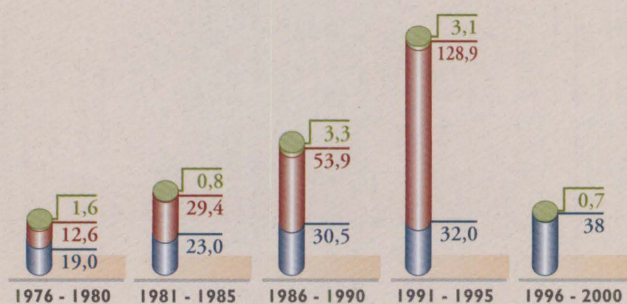
(2) Un programme de € 6,4 millions pour soutenir «la préservation et l'usage de la nature au Botswana central et méridional» a pour objectif de réaliser un modèle durable d'utilisation des ressources naturelles dans cette région par l'aide à la gestion de quatre secteurs protégés et de leurs environs. Les résultats principaux à atteindre comprennent la création de structures institutionnelles au sein du service gouvernemental de la nature et des parcs nationaux et au sein des communautés qui utilisent les ressources locales pour améliorer des opportunités d'emploi et de revenu, particulièrement parmi les plus pauvres de la société.

Dans le cadre des dispositions SYSMIN de Lomé IV (7ème FED), la mise en œuvre d'un programme de € 33,7 millions pour la modernisation de la mine de nickel/cuivre de Selebi Phikwe est en cours.

Dans le cadre du PIN actuel (8ème FED), la préparation de plusieurs nouveaux programmes et projets dans les deux secteurs de concentration est bien avancée, notamment la poursuite de l'aide aux programmes de préservation et d'usage durable de la nature et aux interventions visant à améliorer le système de formation professionnelle.

## FED + budget

 dotations en millions €  
 allocations in € million


 budget  
 autres fed + bei  
 others fed + eib  
 pin (dotation pour 5 ans)  
 nip (envelope for 5 years)


 environnement  
 environment  
 développement rural/pêche  
 rural development/fishing  
 développement minier et industriel/PME  
 mine and industry development/SME's  
 secteurs sociaux  
 social sectors  
 autres  
 others





Botswana **B**

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	€ 190 102 830 (1997)
Diamonds	71%
European Exports to...	€ 111 457 580 (1997)
Debt service / exports	3.2% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2% (1995-96)
Primary schooling rate	113.9% (1996)
Secondary schooling rate	62.4% (1996)
Urbanisation rate	63% (1996)

In the framework of EU-Botswana co-operation this country benefits from four co-operation instruments i.e. the programmable resources (the National Indicative Programme – NIP); EIB managed resources, SYSMIN and the Beef Protocol.

The present revised Lomé IV NIP (8<sup>th</sup> EDF) focuses on two interlinked sectors or areas that are crucial for an environmentally and socially sustainable economic development where the emphasis is placed on improving the living conditions of some of the poorest sections of the population: (1) Natural resources and environment and (2) New productive sectors – private sector development and related vocational training.

The previous NIP (7<sup>th</sup> EDF) had already covered these two key areas, and implementation of several EC funded projects and programmes is well underway. They include the following two typical interventions:

(1) A € 15 million programme of assistance for the 'Vocational Training Centre' in Gaborone aims to increase training capacity in the vocational education and training system in Botswana, thereby assisting the government to supply the labour market with appropriately skilled and semi-skilled workers. The project will contribute to government policy objectives of reducing reliance on expatriate labour; improving productivity and competitiveness in the formal and informal sectors and providing greater opportunities for school-leavers to find employment and self-employment.

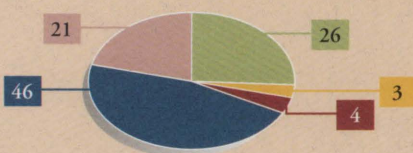
(2) The objective of a € 6.4 million programme of support to 'Wildlife Conservation and Utilisation in Central and Southern Botswana' is the achievement of a sustainable pattern of natural resources utilisation in this region through support for the management of four protected areas and their surroundings. The main results to be achieved include capacity building both within the Government Department of Wildlife and National Parks and within local resource user communities to enhance employment and income opportunities, particularly amongst the poorest in society.

Under the SYSMIN provisions of Lomé IV (7<sup>th</sup> EDF) implementation of a € 33.7 million programme of rehabilitation of the Selebi Phikwe copper/nickel mine is underway.

In the framework of the present (8<sup>th</sup> EDF) NIP preparation of several new programmes and projects in the two concentration sectors is well advanced, namely further support to Wildlife Conservation and Sustainable Use programmes and to interventions targeting at the enhancement of the Vocational Training system.

FED EDF

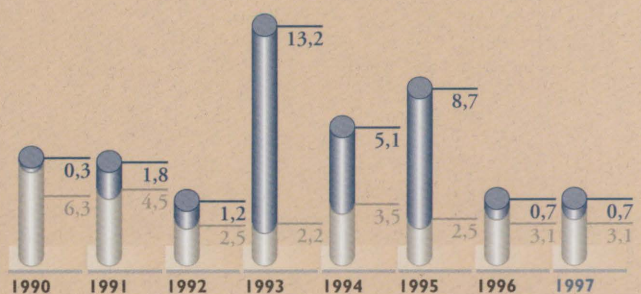
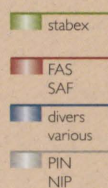
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale  
sectoral breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







## Burkina Faso

AFRIQUE SAHELIENNE ET  
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL  
WESTERN AFRICA

KM<sup>2</sup> 274 200

10 200 453

### Indicateurs économiques

PNB par habitant  
€ 173 (1996)

Importations européennes  
en provenance de...  
€ 66 495 780 (1997)

Coton 52%

Exportations européennes  
vers...  
€ 206 950 450  
(1997)

Service de la dette /  
exportations  
11,1% (1995)

### Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
36,9% (1996)

secondaire  
10,3% (1996)

Taux d'urbanisation  
16% (1996)

Le Burkina Faso, un des pays les plus pauvres du monde, reste confronté à des défis importants pour son développement économique et social.

Néanmoins, malgré des contraintes géographiques et naturelles fortes, il bénéficie d'une certaine stabilité politique et sociale. L'élection présidentielle s'est déroulée en novembre 1998 dans le respect des règles légales et des principes relatifs à la régularité des scrutins. Le président Compaore a été réélu avec 87% des suffrages exprimés (taux de participation de 56%). Toutefois, en décembre, la mort tragique, dans des circonstances non élucidées, du journaliste N. Zongo a entraîné des tensions sociales et a perturbé la vie politique. Le gouvernement a mis sur pied une commission d'enquête internationale indépendante.

Sur le plan économique, le Burkina Faso a poursuivi en 1998 ses efforts en matière de développement en poursuivant les réformes économiques liées au processus d'ajustement structurel, la mise en œuvre des politiques sectorielles et programmes d'actions dans les domaines du développement rural (PASA II) et des transports (PASECT) ainsi que les réformes engagées dans le processus d'intégration régionale et menées dans le cadre de l'UEMOA. La poursuite de ces efforts accompagnée d'une pluviométrie plus favorable qu'en 1997 a notamment permis d'enregistrer une croissance de 6,8% du PIB en volume. Le Burkina Faso a été retenu, par l'ensemble des bailleurs de fonds du Programme Spécial pour l'Afrique, pour expérimenter une nouvelle approche en matière de conditionnalités d'aide à l'ajustement.

L'aide de la Commission européenne accordée au Burkina Faso est restée très active en 1998. Elle s'est focalisée principalement au niveau macroéconomique en vue d'une croissance économique durable, au niveau sectoriel en vue d'améliorer les conditions de vie des populations et au niveau de certaines interventions ciblées en faveur des groupes de population vulnérable. L'appui communautaire s'est opéré à travers plusieurs instruments: aide-projet, aide budgétaire, Stabex, Sysmin, co-financement ONG, lignes budgétaires «Sécurité alimentaire» et «Droits de l'Homme et démocratie». L'année 1998 a été marquée par la mise en place des premiers financements octroyés dans le cadre du 8ème FED (Appui à l'ajustement structurel € 26,95 millions, appui au programme sectoriel transport – entretien axes routiers bitumés € 44 millions).

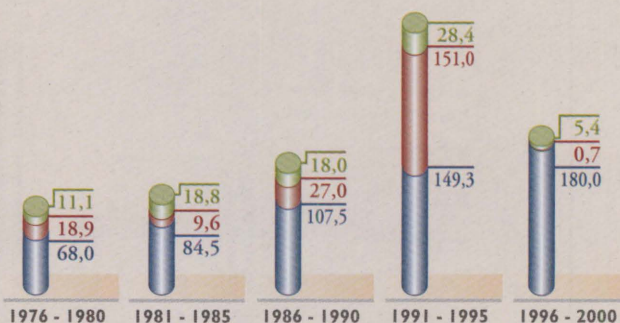
La mobilisation du 8ème FED se poursuivra autour des deux secteurs de concentration (développement rural et infrastructures routières). Elle couvrira également les secteurs sociaux (éducation de base et santé), l'appui institutionnel, la coopération décentralisée, le secteur privé et le domaine culturel.

Les nouveaux projets programmés en 1999 concerneront principalement l'appui à l'éducation de base, les plans d'actions pour l'organisation du secteur agricole, l'appui à l'Administration judiciaire et le programme de soutien aux initiatives culturelles.

### FED + budget

dotations en millions €  
allocations in € million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche + environnement  
rural development/fishing + environment  
transport et communications  
transport and communications  
ajustement structurel et appui à la balance des paiements  
structural adjustment and balance of payments support  
autres  
others





## Burkina Faso

B

### Economic indicators

GNP per capita  
€ 173 (1996)

European imports from...  
€ 66 495 780 (1997)  
Cotton 52%

European Exports to...  
€ 206 950 450 (1997)

Debt service / exports  
11.1% (1995)

### Social indicators

Population growth rate  
2.7% (1995-96)

Primary schooling rate  
36.9% (1996)

Secondary schooling rate  
10.3% (1996)

Urbanisation rate  
16% (1996)

Burkina Faso, one of the poorest countries in the world, continues to face important challenges to its economic and social development.

Nevertheless, despite huge geographical and natural constraints, it benefits from a certain political and social stability. The presidential election took place in November 1998 in compliance with the laws and the principles relating to the regularity of the polls. President Compaore was re-elected with 87% of the vote (56% turnout). However, in December, the tragic death, in unclear circumstances, of the journalist N. Zongo led to social tension and disrupted political life. The government set up an independent international enquiry commission.

At economic level, Burkina Faso continued its efforts in 1998 as regards development by continuing the economic reforms connected with the structural adjustment process, the implementation of the sectoral policies and action plans in the fields of rural development (PASA II) and of transport (PASECT) as well as the reforms carried out in the regional integration process and carried out under the UEMOA. The continuation of these efforts accompanied by higher rainfall than in 1997 in particular, made it possible to record a growth of 6.8% of the GDP in volume. Burkina Faso was chosen to try out a new approach as regards conditionalities of aid for adjustment.

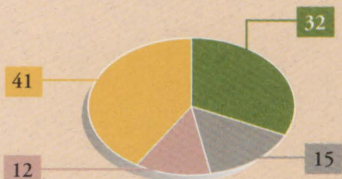
The aid granted to Burkina Faso from the European Commission in 1998 was focused mainly at macroeconomic level with a view to achieving sustainable economic growth, at sectoral level with a view to improving the living conditions of the people, and at the level of certain interventions aimed at sectors of the vulnerable population. Community support was achieved through several instruments: project aid, budgetary aid, Stabex, Sysmin, NGO co-financing, budget headings 'Food Security' and 'Human Rights and democracy'. 1998 was marked by the adoption of the first funding granted under the 8<sup>th</sup> EDF (Support for the structural adjustment € 26.95 million, support for the sectoral transport programme – asphalted main road maintenance € 44 million).

The mobilisation of the 8<sup>th</sup> EDF will continue around both concentration sectors (rural development and road infrastructures). It will also cover the social sector (basic education and health), institutional support, decentralised cooperation, the private sector and the cultural domain.

The new projects programmed in 1999 will mainly concern support for basic education, the action plans for the organisation of the agricultural sector, support for the Legal Administration and the programme of support for cultural initiatives.

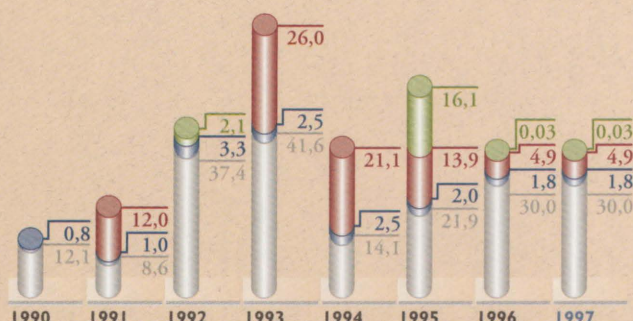
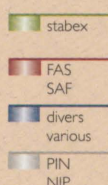
FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







# Burundi

AFRIQUE DE L'EST ET  
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND  
HORN OF AFRICA

KM<sup>2</sup> 27 824

6 315 619

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
€ 110 (1996)

Importations européennes  
en provenance de...

€ 46 967 270 (1997)

Café 87%

Exportations européennes  
vers...

€ 40 997 110 (1997)

Service de la dette /  
exportations

27,8% (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,6% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
69,1% (1996)

secondaire  
8,4% (1996)

Taux d'urbanisation  
8% (1996)

Depuis 1996, la minorité tutsi tient le pouvoir sous le président Buyoya bien que la guerre interne entre les Tutsis, soutenus par l'armée, et le groupe hutu de majorité ait continué. La Commission a suspendu la coopération au développement avec le Burundi en 1997 en raison des conditions de sécurité; seule l'aide humanitaire a été poursuivie. La politique du Burundi a été de soutenir les initiatives pour une paix négociée acceptable par toutes les parties du conflit, notamment, le processus de paix Arusha dirigé par l'ancien président Nyerere de Tanzanie. M. Aldo Ajello, envoyé spécial de l'UE dans la région des Grands Lacs, a poursuivi son travail de diplomate de la paix tout au long de l'année dans la région, en Europe et auprès des Nations unies etc..

Après la suspension de 1997 jusqu'en juillet 1998, il n'y a eu aucune coopération au développement. Le Professeur Pinheiro a alors promis qu'il y aurait une reprise progressive d'aide, en raison des signes des progrès dans les entretiens de paix et afin d'encourager le gouvernement du Burundi à poursuivre ce processus. Un chargé d'affaires a été nommé par la Commission pour préparer la reprise des programmes de développement de la Commission; il a pris fonction le 30.10.98.

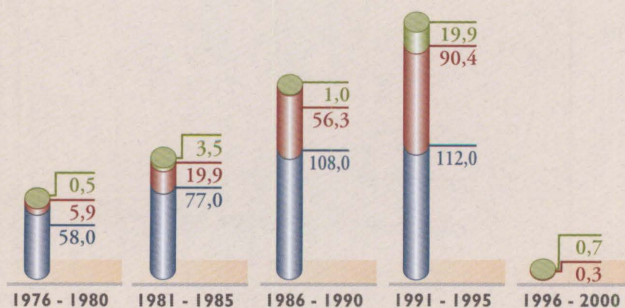
Néanmoins, souhaitant promouvoir le processus de paix, la Commission a attribué en 1998 € 500 000 au processus de paix d'Arusha, et quelque € 384 000 à l'Union interparlementaire pour travailler avec l'Assemblée nationale, ces deux sommes provenant de la ligne budgétaire pour les droits de l'homme et la démocratie. En outre, ECHO a poursuivi ses programmes apportant quelque € 7 millions en 1998, plus € 3,65 millions des Fonds régionaux.

En ce qui concerne le programme actuel de la Commission pour le Burundi, la priorité est de soulager la souffrance considérable vécue par le peuple du Burundi ces dernières années. Par conséquent, un nouveau programme de réhabilitation est en cours de préparation (en utilisant le 7ème FED), tandis que les programmes de santé suspendus du 7ème FED et les programmes de micro-projets ont été rétablis. Les opérations visant à faire progresser la paix interne, notamment dans les domaines de la législation, des droits de l'homme, des prisons etc.. pourraient également recevoir un financement.

## FED + budget

dotations en millions €  
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei  
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche  
rural development/fishing
- transport et communications  
transport and communications
- secteurs sociaux  
social sectors
- autres  
others





Burundi **B**

Economic indicators	
GNP per capita	€ 110 (1996)
European imports from...	.46 967 270 (1997)
Coffee	87%
European Exports to...	€ 40 997 110 (1997)
Debt service / exports	27.8% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.6% (1995-96)
Primary schooling rate	69.1% (1996)
Secondary schooling rate	8.4% (1996)
Urbanisation rate	8% (1996)

The Tutsi minority has held power under President Buyoya since 1996 although the internal war between the Tutsis, supported by the army, and the majority Hutu group has continued. The Commission suspended development co-operation with Burundi in 1997 because of the security situation; only humanitarian aid continued. Its policy has been to support initiatives for a negotiated peace acceptable to all parties to the conflict, in particular, the Arusha peace process led by former President Nyerere of Tanzania. Mr Aldo Ajello, the EU Special Envoy to the Great Lakes, continued his work of peace-maker throughout the year both in the Region and in Europe, the United Nations etc.

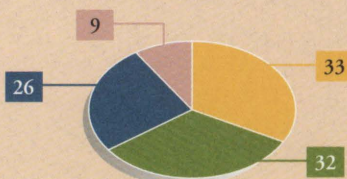
There was no development co-operation following the suspension of 1997 until July 1998. Professor Pinheiro then promised that there would be a gradual resumption of aid, in view of signs of progress with the peace talks and in order to encourage the Burundi Government to continue this process. A chargé d'affaires was nominated by the Commission to work on recommencing Commission development programmes and he took up his post on 30.10.98.

However, in pursuance of its wish to further the peace process, in 1998 the Commission allocated € 500,000 to the Arusha peace process, and some € 834,000 to the Inter-Parliamentary Union to work with the National Assembly, both sums coming from the budget line for human rights and democracy. Furthermore, ECHO continued its programmes providing some €7 million in 1998, plus € 3.65 million in Regional funds.

As regards the Commission's current programme for Burundi, the priority is to alleviate the considerable suffering of the Burundi people of the past years. Therefore, a new rehabilitation programme is being prepared using 7<sup>th</sup> EDF, whilst the suspended 7<sup>th</sup> EDF health and micro-project programmes are being revived. Operations to advance internal peace, such as funding law reform, human rights, prisons etc. will also be considered for funding.

FED EDF

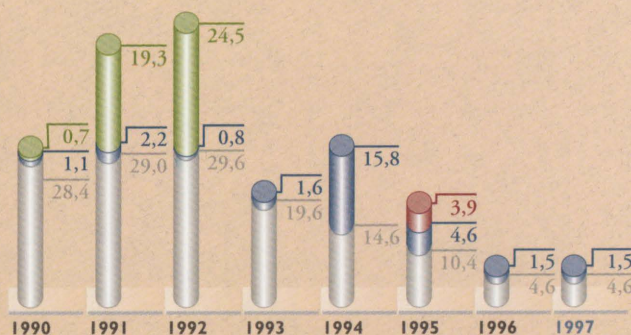
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument

- stabex
- FAS SAF
- divers various
- PIN NIP







## Cabo Verde

AFRIQUE SAHELIENNE ET  
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL  
WESTERN AFRICA

KM<sup>2</sup>

4 033



419 000

### Indicateurs économiques

PNB par habitant  
€ 858 (1996)

Importations européennes  
en provenance de...  
€ 13 754 350 (1997)

Chaussures 49%

Exportations européennes  
vers...  
€ 174 618 620  
(1997)

Service de la dette /  
exportations  
na/nd (1995)

### Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
1,8% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
112% (1996)

secondaire  
33,5% (1996)

Taux d'urbanisation  
na/nd (1996)

Les dimensions réduites du Cap Vert, son isolement géographiques et le manque de ressources naturelles font que les possibilités de développement traditionnel sont limitées. L'économie du pays a cependant connu une croissance significative depuis l'indépendance, acquise en 1975.

A la suite de la révision constitutionnelle adoptée en 1990, un système de pluralisme politique a été mis en place en 1991. Le second cycle d'élections est intervenu fin 1995 début 1996.

L'exécution du III<sup>ème</sup> Plan National de Développement a confirmé la volonté du gouvernement de poursuivre la libéralisation de l'économie afin d'attirer des investissements étrangers et nationaux, notamment dans le secteur productif. Cette politique sera poursuivie avec la préparation du IV<sup>ème</sup> Plan (1997-2000).

Dans le cadre du premier protocole financier de la Convention de Lomé IV (7<sup>ème</sup> FED), comme dans celle de Lomé III, le Programme Indicatif National (PIN) porté à € 24,7 millions, a mis la priorité sur l'aménagement de la ville de Praia: production/distribution et assainissement d'eau potable, production et distribution d'électricité, aménagement des nouveaux quartiers, amélioration de la gestion urbaine, formation et santé. Depuis 1990, le Cap Vert a bénéficié de transferts Stabex de € 1 million, principalement pour le secteur de la banane.

En raison de son déficit en céréales le pays bénéficie d'un programme pluriannuel d'aide alimentaire (1997-98-99) portant sur un montant de € 16 millions pour 3 ans sous forme d'une facilité de devises. Le Cap Vert figure, en outre, parmi les pays exportateurs traditionnels de banane qui ont bénéficié du système spécial d'assistance pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur.

Enfin, au titre du nouvel accord de pêche pour la période 1997-2000, une compensation financière totale de € 1,086 millions lui est versée ainsi que € 0,446 millions pour un programme scientifique et de bourses d'études.

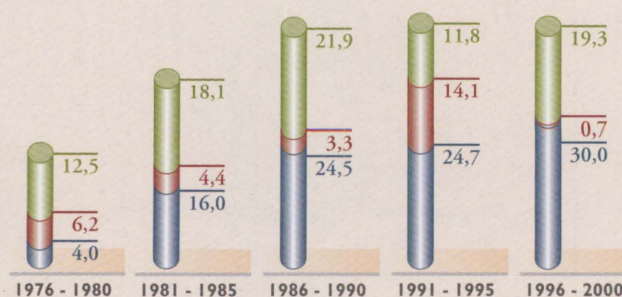
La Banque Européenne d'Investissement (BEI) intervient, au titre des capitaux à risque, dans l'extension de la centrale électrique de Mindelo, dans l'extension et la modernisation du port de Mindelo et dans le secteur agro-alimentaire privé, pour un montant de € 12,4 millions engagés au titre du 7<sup>ème</sup> FED (minima garantis: € 4 millions).

Pour l'utilisation des ressources programmables du 2<sup>ème</sup> protocole financier de la Convention de Lomé IV (8<sup>ème</sup> FED), le PIN – signé fin 1996 – pour un montant de € 30 millions a pour domaines de concentration les infrastructures de base (eau, assainissement, routes) et l'appui au secteur privé. La BEI pourrait envisager un montant de € 6 millions comme ordre de grandeur indicatif dans le cadre de ce 2<sup>ème</sup> protocole dans les secteurs «énergies» et «secteur privé».

### FED EDF + budget

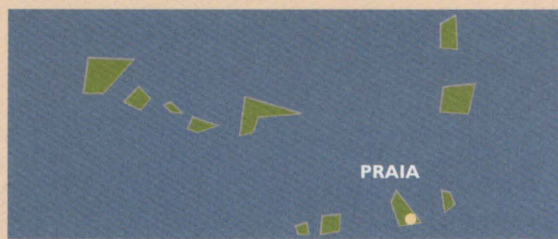
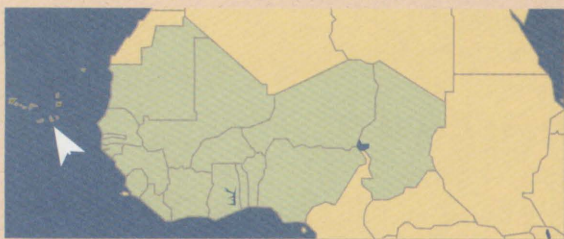
dotations en millions €  
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei  
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



- infrastructures  
infrastructures
- transport et communications  
transport and communications
- développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SMEs
- secteurs sociaux  
social sectors
- autres  
others





Cabo Verde

C

### Economic indicators

GNP per capita  
€ 858 (1996)

European imports from...  
€ 13 754 350 (1997)  
Shoes 49%

European Exports to...  
€ 174 618 620 (1997)

Debt service / exports  
na/nd (1995)

### Social indicators

Population growth rate  
1.8% (1995-96)

Primary schooling rate  
112% (1996)

Secondary schooling rate  
33.5% (1996)

Urbanisation rate  
na/nd (1996)

The reduced dimensions of Cape Verde, its geographical isolation and the lack of natural resources means that traditional development possibilities are limited. The country's economy has however experienced significant growth since independence, acquired in 1975.

Following the constitutional revision adopted in 1990, a pluralist political system was set up in 1991. The second series of elections intervened at the end of 1995 and beginning of 1996.

The implementation of the Third National Development Plan confirmed the government's desire to continue the liberalisation of the economy to attract foreign and national investment, in particular in the production sector. This policy is due to continue with the preparation of the 4<sup>th</sup> Plan (1997-2000).

As part of the first financial protocol of the Lomé Convention IV (7<sup>th</sup> EDF), as in that of Lomé III, the National Indicative Programme (NIP) raised € 24.7 million to give priority to the town-planning of Praia: production/distribution and cleansing of drinking water; production and electricity distribution, upgrading of the new districts, improvement of urban management, training and health. Since 1990, Cape Verde has benefited from Stabex transfers of € 1 million, mainly for the banana sector.

Owing to its deficit in cereals the country benefits from a multiannual food aid programme (1997-98-99) covering an amount of € 16 million for 3 years in the form of a foreign exchange facility. Cape Verde appears, moreover, amongst the traditional banana exporting countries which benefited from the special assistance system to improve productivity and the quality of this sector.

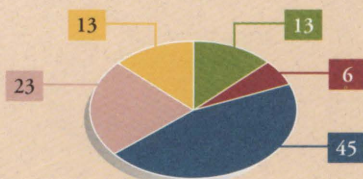
Lastly, under the new fishing agreement for the period 1997-2000, a total compensatory financial facility of € 1.086 million has been earmarked for it as well as € 0.446 million for a scientific and bursary programme.

The European Investment Bank (EIB) intervened, with regard to venture capital, in the extension of the power station of Mindelo, in the extension and the modernisation of the port of Mindelo and in the private agri-foodstuff sector, for an amount of € 12.4 million pledged under the 7<sup>th</sup> EDF (guaranteed minimum: € 4 million).

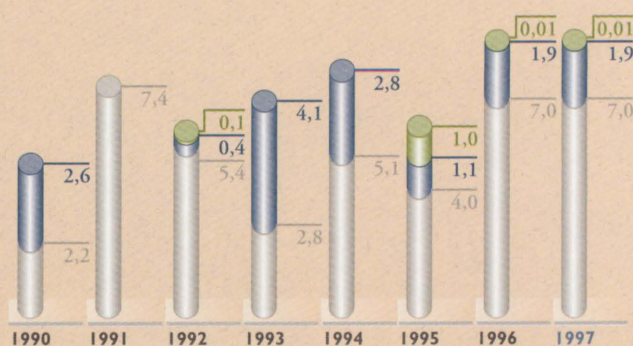
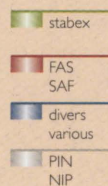
In order to use the programmable resources of the 2<sup>nd</sup> financial protocol of the Lomé Convention IV (8<sup>th</sup> EDF), the NIP – signed at the end of 1996 – for an amount of € 30 million has, as areas of concentration, basic infrastructures (water, cleansing, roads) and support for the private sector. The EIB could envisage an amount of € 6 million as an indicative order of magnitude under this 2<sup>nd</sup> protocol in the 'energy' sectors and 'private sector'.

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

FED  
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument





# Cameroon/Cameroun

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

475 422

13 275 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
€ 480 (1996)

Importations européennes  
en provenance de...  
€ 1 534 813 240 (1997)  
Pétrole brut 40%

Exportations européennes  
vers...  
€ 729 277 610 (1997)

Service de la dette /  
exportations  
20,1% (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
3,1% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
na/nd (1996)

secondaire  
28,4% (1996)

Taux d'urbanisation  
46% (1996)

Le Cameroun a obtenu son indépendance en 1960. La réunification des deux parties du territoire administrées par la France et le Royaume-Uni est intervenue en 1961. Le pays dispose de ressources naturelles très riches et variées.

Ce potentiel a permis le développement d'une large gamme de productions végétales, animales et forestières, auxquelles s'est ajouté depuis 1978, le pétrole. A partir de 1985, le pays a été confronté à une crise économique, financière et sociale que le recours à l'ajustement structurel et le passage au pluralisme politique (1991) n'ont pas encore réussi à surmonter. La dévaluation du franc CFA de janvier 1994 a amorcé la relance de l'économie par l'accroissement des exportations.

La concentration sectorielle du Programme Indicatif 7ème FED (€ 110 millions), reflète les acquis des Conventions précédentes dans le développement rural et les infrastructures routières.

Malgré quelques problèmes de démarrage, liés notamment à la situation politique et à des dysfonctionnements de l'administration, la mise en œuvre du PIN est globalement satisfaisante et les engagements atteignent, fin 1998, presque 100 % avec un taux de paiement de près de 50 %.

Les transferts de STABEX 7ème FED (€ 244 millions) contribuent au désengagement de l'Etat dans les filières cacao et café, à la relance de la production agricole en général ainsi qu'au Programme d'Ajustement Structurel.

En ce qui concerne l'appui à l'ajustement structurel, deux allocations de la facilité d'ajustement structurel (€ 33,7 millions) ont été mises sur place en faveur des secteurs de la santé, de l'entretien routier, de la restructuration des entreprises publiques, de la réforme de l'administration publique et de l'apurement de la dette intérieure.

Le Cameroun figure aussi parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de bananes. A ce titre, il a déjà bénéficié de subventions de plus de € 14 millions provenant du système spécial d'assistance mis en place en octobre 1994.

Au niveau régional, le Cameroun est membre de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC) et devrait profiter des réformes mises en œuvre pour revitaliser son économie de proximité, notamment dans le cadre de la nouvelle Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC).

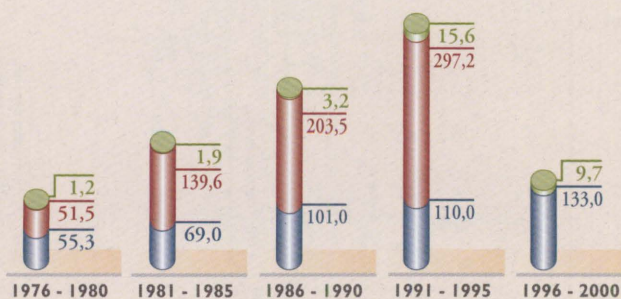
Sous Lomé IV, les opérations gérées par la Banque Européenne d'Investissement (BEI), pour un montant de € 23,4 millions (dont 9,5 millions sur ressources propres), concernent le secteur énergétique public.

Les ressources du PIN 8ème FED (€ 133 millions) signé le 7 mars 1997 sont concentrées sur l'appui de la politique sectorielle des transports (50-53%) et au développement des communautés locales (25-30%). La BEI pourrait mobiliser € 50 millions pour les infrastructures, l'industrie et le secteur privé.

## FED + budget

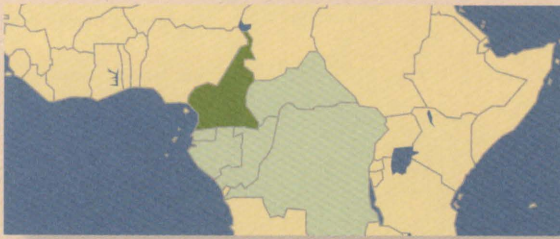
dotations en millions €  
allocations in € million

budget  
 autres fed + bei  
others fed + eib  
 pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche  
rural development/fishing
- transport et communications  
transport and communications
- développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux  
social sectors
- ajustement structurel et appui à la  
balance des paiements  
structural adjustment and balance  
of payments support
- autres  
others





## Cameroon/Cameroun

C

### Economic indicators

GNP per capita  
€ 480 (1996)

European imports from...  
€ 1 534 813 240 (1997)  
Crude oil 40%

European Exports to...  
€ 729 277 610 (1997)

Debt service / exports  
20.1% (1995)

### Social indicators

Population growth rate  
3.1% (1995-96)

Primary schooling rate  
na/nd (1996)

Secondary schooling rate  
28.4% (1996)

Urbanisation rate  
46% (1996)

Independent since 1960, and in 1961 reunification Cameroon, consists of territories formerly administered by France and the United Kingdom. The country is dominated by huge masses of tropical forest, and has a wealth of diverse natural resources.

Cameroon has capitalised on this potential by exploiting a wide range of vegetable, animal and forest resources and has been an oil producer since 1978. Since 1985, the country has been hit by an economic, financial and social crisis and, despite the fact that it has undergone structural adjustment and established a system of multi-party politics, the country has not yet managed to overcome these problems. The devaluation of the CFA Franc in January 1994 has helped relaunch the economy through a growth in export receipts.

The emphasis on certain sectors under the 7<sup>th</sup> EDF (€ 110 million) reflects the experience gained through previous Conventions in rural development and road infrastructure. Despite certain start-up problems pertaining to the political situation and management of the administration, implementation of the NIP is generally satisfactory and the commitments reached at the end of 1998 almost 100 %, with a payment rate approaching 50%. The 7<sup>th</sup> EDF Stabex transfers (€ 244 million) help to ensure that the cocoa and coffee industries are less of a drain on the State. They have generally helped boost agricultural production and have contributed to the Structural Adjustment Programme.

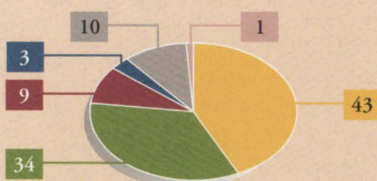
With regard to structural adjustment, two allocations from the Structural Adjustment Facility (€ 33.7 million) have been used to develop the health and road maintenance sectors, the restructuring of public enterprises, the reform of the civil service and the payment of internal debt. Among the group of traditional banana exporting countries, Cameroon has received more than € 14 million under the special assistance system set up in October 1994.

At regional level, Cameroon is a member of the Central African Economic and Customs Union (UDEAC), and should benefit from reforms implemented to revitalise its economy in this regional context, particularly in the framework of the new Economic and Monetary Community of Central Africa (CEMAC).

Under Lomé IV, operations managed by the European Investment Bank (EIB), totaling € 23.4 million (of which € 9.5 million from its own resources), mainly concern the public energy sector. Funds from the 8<sup>th</sup> EDF NIP (€ 133 million), signed on 7 March 1997, are being targeted at transport policy (50-53% of the total) and local community development (25-30%). The EIB could provide a further € 50 million for infrastructure, industry and the private sector.

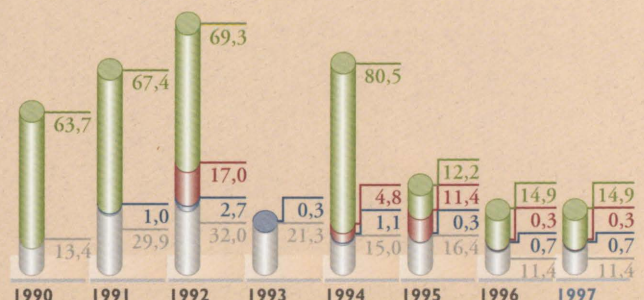
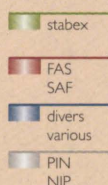
FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







# Centrafrique

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

622 984

3 429 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
€ 244 (1996)

Importations européennes  
en provenance de...  
€ 124 510 790  
(1997)

Diamants 75%

Exportations européennes  
vers...  
€ 57 131 250 (1997)

Service de la dette /  
exportations  
6,8% (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,1% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
68,4% (1996)

secondaire  
10,3% (1996)

Taux d'urbanisation  
40% (1996)

L'enclavement ainsi que le très faible peuplement (5hab/km<sup>2</sup>) entravent sérieusement la mise en valeur des ressources naturelles diversifiées (agriculture, élevage, forêts, faune sauvage, diamants) de la République Centrafricaine indépendante depuis 1960, le pays a connu une succession de régimes politiques autocratiques, avec une gestion inadéquate de l'économie et des finances publiques. Les politiques d'ajustement structurel lancées dès 1982 n'ont pas été suffisantes pour corriger les graves déséquilibres existants. Un gouvernement issu d'élections pluralistes a été mis en place en octobre 1993. Les réformes structurelles convenues avec le gouvernement, c'est-à-dire désengagement de l'Etat, privatisation du secteur parapublic, compression de la fonction publique, élargissement de l'assiette fiscale et bonne gestion des finances publiques, accusent des retards considérables dus notamment à la fragilité de la situation politique. Depuis 1960, l'Union Européenne a fourni une aide importante, essentiellement à travers le financement de projets dans les domaines du développement rural, de la conservation des ressources naturelles et de l'infrastructure routière. L'Union Européenne est ainsi le deuxième bailleur de fonds de la République Centrafricaine.

Les ressources financières du Programme Indicatif National du 7ème FED (€ 75 millions), sont concentrées sur l'entretien routier, le développement rural et la conservation de la faune. Le Programme Indicatif Régional met l'accent sur la mise en place du Transit Inter Etats des Pays de l'Afrique Centrale (TIPAC), les actions financées par la coopération régionale s'étant concentrées sur l'amélioration de la voie trans-équatoriale Bangui-Pointe Noire.

La République Centrafricaine a également bénéficié en 1994 d'un appui de l'Union Européenne au titre de l'ajustement structurel pour un montant de € 10 millions. Les transferts STABEX 7ème FED (plus de € 18 millions) ont été consacrés à l'assainissement des filières café et coton et à l'amélioration de leur compétitivité. Les actions significatives financées par le budget de l'Union Européenne concernent les aides aux réfugiés, la lutte contre le SIDA, et le cofinancement de projets avec les ONG.

Le PIN 8ème FED (€ 102 millions) signé le 13 décembre 1997 concentre 80 % des ressources sur l'appui à la politique sectorielle des transports.

Entre 1991/1997, le non-paiement des salaires s'est traduit par 3 mutineries successives. Des combats à Bangui ont entraîné pertes humaines, destructions et pillages ainsi que l'évacuation temporaire des étrangers. Grâce à la présence d'une force de maintien de la paix interafricaine, la coopération a pu reprendre en 1997.

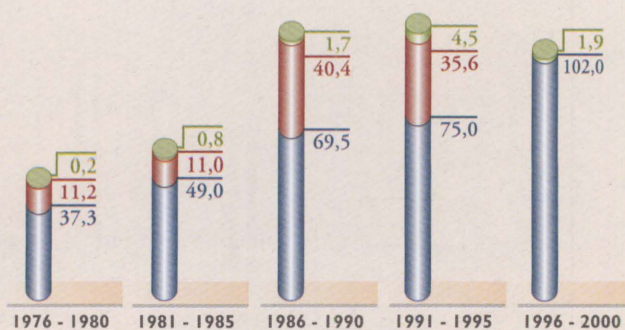
## FED EDF + budget

dotations en millions €  
allocations in € million

budget

autres fed + bei  
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)

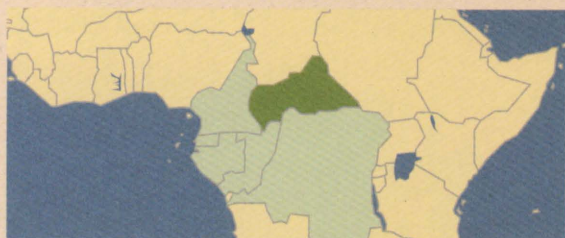


développement rural/pêche  
rural development/fishing

transport et communications  
transport and communications

secteurs sociaux  
social sectors





## Centrafrique



### Economic indicators

GNP per capita  
€ 244 (1996)

European imports from...  
€ 124 510 790 (1997)

Diamonds 75%

European Exports to...  
€ 57 131 250 (1997)

Debt service / exports  
6.8% (1995)

### Social indicators

Population growth rate  
2.1% (1995-96)

Primary schooling rate  
68.4% (1996)

Secondary schooling rate  
10.3% (1996)

Urbanisation rate  
40% (1996)

The Central African Republic is a landlocked country which is very sparsely populated, hindering the use of its diverse natural resources (agriculture, animal rearing, forests, wildlife and diamonds).

It got its independence in 1960, and was governed by a succession of autocratic regimes, with a lack of management of the economy and public finances.

The structural adjustment policies launched after 1982 failed to put an end to the serious disorder. A new government was appointed in October 1993 following multi-party elections.

Reforms to reduce state control, privatise the parastatals, reduce the number of public servants, apply taxation more widely and improve management of public finances, have been considerably delayed, due in particular to the fragile political situation. Since 1960, the European Union has provided substantial aid to the country, mainly through funding rural development projects, the conservation of natural resources and the improvement of the road network. The EU is the Central African Republic's second-most important donor.

The seventh EDF National Indicative Programme (€ 75 million) focuses on road infrastructure, rural development and wildlife conservation. Funds under the Regional Indicative Programme are largely pledged for the establishment of the Inter-State Transit for Central African Countries (TIPAC system) and work sponsored through regional cooperation funds is targeted on upgrading the trans-equatorial Bangui-Pointe Noire road.

The Central African Republic also benefited in 1994 from € 10 million in EU structural adjustment support.

The 7<sup>th</sup> EDF Stabex transfers (more than € 18 million) are targeted at stabilising the coffee and cotton industries and improving their competitiveness.

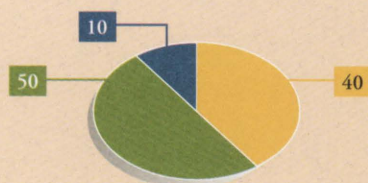
Important projects have been funded from the EU budget, involving aid for refugees, the fight against AIDS and participation in joint initiatives with NGOs.

Eighty per cent of the 8<sup>th</sup> EDF NIP (total € 102 million), signed on 13 December 1997, is targeted at support to transport policy.

Between 1991-1997, the non-payment of salaries resulted in three successive mutinies. Clashes in the capital, Bangui, resulted in death, destruction and pillaging as well as the temporary evacuation of foreign nationals. Cooperation recommenced during 1997 thanks to the presence of an inter-African peacekeeping force.

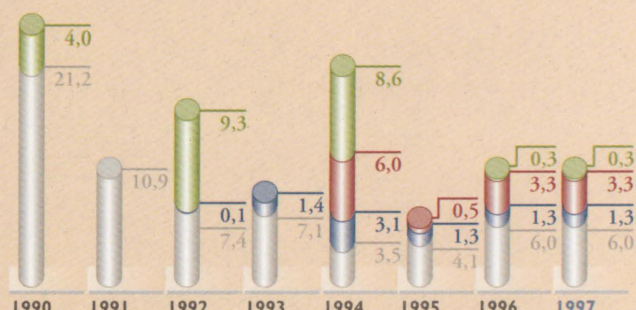
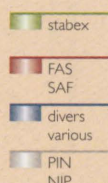
FED  
EDF

**répartition sectorielle du PIN**  
en % de la dotation totale  
**sectoral breakdown of NIP**  
% of the total envelope



FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







## Comores

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

2 230

653 000

### Indicateurs économiques

PNB par habitant  
€ 362 (1996)

Importations européennes  
en provenance de...  
€ 6 258 400 (1997)

Vanille 40%  
Huiles essentielles 44%

Exportations européennes  
vers...  
€ 25 621 590 (1997)

Service de la dette /  
exportations  
na/nd (1995)

### Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,4% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
75,1% (1996)  
secondaire  
19,8% (1996)

Taux d'urbanisation  
na/nd (1996)

À l'entrée du Canal du Mozambique, à mi-chemin entre Madagascar et le continent africain, se situe l'archipel volcanique des Comores (2230 Km<sup>2</sup>). Les trois îles (Grande Comores, Anjouan et Mohéli) qui composent la République Fédérale des Comores ont acquis leur indépendance en 1975, alors que la quatrième île, Mayotte, décidait de rester sous administration française.

Les dernières élections présidentielles, en mars 1996, ont porté Mohamed Taki à la tête de l'Etat. Suite à la dégradation de la situation économique et sociale, l'agitation sociale et politique reste vive dans les îles d'Anjouan et de Mohéli et a marqué toute l'année 1997; celle-ci a culminé en juillet dans une crise de nature séparatiste. La déclaration unilatérale de «l'Indépendance d'Anjouan» n'a pas été reconnue par la Communauté Internationale et la situation de statu quo, c'est à dire de calme précaire, prévaut: troubles sociaux et antigouvernementaux sont récurrents.

Avec une population très jeune, les Comores font partie des 47 pays les moins avancés.

Essentiellement rurale, l'économie se fonde sur deux cultures d'exportation: la vanille (second producteur mondial), l'ylang-ylang (premier producteur mondial). Toutefois, les recettes d'exportation ne parviennent à couvrir que 10% des importations nécessaires au pays.

Depuis la Convention de Lomé I, la coopération entre l'UE et les Comores a progressé de manière constante. Les FED successifs ont soutenu deux secteurs prioritaires, le développement rural et le désenclavement; un accent a également été mis sur le secteur social. Le Programme Indicatif National de Lomé IV (€ 25 millions dont 3 millions de la Banque Européenne d'Investissements) finance des opérations de développement rural, dont un projet d'amélioration des cultures d'exportation, d'infrastructures, avec la construction d'un accès maritime à Mohéli et la réhabilitation d'une route à Anjouan ainsi qu'un programme social de micro-réalisations (projets d'hydraulique villageoise, réhabilitation de dispensaires et construction d'écoles).

Au titre du programme d'ajustement structurel, les Comores ont bénéficié d'un montant de € 6,2 millions. Par ailleurs, les transferts Stabex pour les années 1990, 1991, 1992, 1993 et 1996 totalisent € 6,9 millions.

Outre l'aide programmable, un montant de € 96.000 a été alloué pour appuyer le processus de démocratisation, et € 80.000 pour les élections législatives. L'aide d'urgence a aussi été mobilisée pour un programme d'aide alimentaire de € 450.000 à Anjouan.

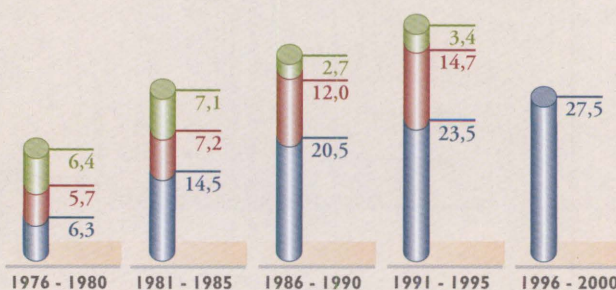
Le 25 février 1997 a été signé le Programme Indicatif du 8ème FED. Le montant du programme s'élève à € 27,5 millions. Le 8ème FED est orienté vers l'amélioration des infrastructures de transport et de communication et la protection et sauvegarde de l'environnement. En matière de coopération décentralisée les actions seront poursuivies dans le secteur des micro-réalisations, d'appui au secteur privé et dans des actions de formation.

Il est à noter que la coopération technique et financière de l'UE vise le développement du pays par le biais de projets répartis équitablement sur les trois îles de la RFI des Comores.

### FED + budget

dotations en millions €  
allocations in € million

budget  
 autres fed + bei  
others fed + eib  
 pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche  
rural development/fishing
- transport et communications  
transport and communications
- développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SMEs
- secteurs sociaux  
social sectors
- ajustement structurel et appui à la  
balance des paiements  
structural adjustment and balance  
of payments support
- autres  
others





Comores

C

### Economic indicators

GNP per capita	€ 362 (1996)
European imports from...	€ 6 258 400 (1997)
Vanilla	40%
Essential oils	44%
European Exports to...	€ 25 621 590 (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

### Social indicators

Population growth rate	2.4% (1995-96)
Primary schooling rate	75.1% (1996)
Secondary schooling rate	19.8% (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

At the mouth of the Mozambique canal, half-way between Madagascar and the African continent, lies the volcanic archipelago of the Comoros. The three islands (Grande Comores, Anjouan and Mohéli) that make up the Federal Republic of the Comoros gained their independence in 1975. The fourth island in the group, Mayotte, chose to remain under French administration.

The last Presidential elections, in March 1996, saw Mohamed Taki installed as Head of State. Following the worsening of the economic and social situation, 1997 was marked by social and political unrest in Anjouan and Mohéli, culminating in July in a 'separatist' crisis. Anjouan's unilateral declaration of independence was not recognised by the international community and status-quo, albeit precarious, ensued punctuated by outbreaks of social unrest and anti-government protest.

Comoros has a very young population and is classed among the world's 47 least-developed countries (LDCs).

Mainly rural, the country's economy depends on two main crops, vanilla (the world's number two producer), and ylang ylang (the world's leading producer). However, export receipts only cover 10% of the country's import needs.

Cooperation between the EU and Comoros has stepped up since the signing of the First Lomé Convention. Successive EDFs have largely concentrated on support to rural development and on overcoming the country's isolation, with an emphasis on the social sectors. Lomé IV's National Indicative Programme (€ 25 million including € 3 million from the EIB) is funding rural development schemes including a project to improve crops for export, development of infrastructure including maritime access to Mohéli and the upgrading of the road to Anjouan, a social micro-project programme (village water schemes, upgrading of dispensaries and construction of schools) and the financing of SMEs.

Comoros has benefited to the tune of € 6.2 million under the Structural Adjustment Programme while Stabex transfers for 1990, 1991, 1992, 1993 and 1996 come to a total of € 6.9 million.

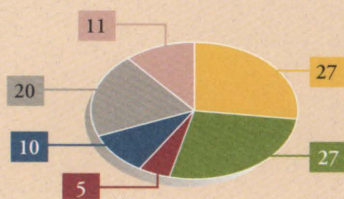
In addition to programmable aid, € 96,000 has been granted to support the democratisation process, and a further € 80,000 for the legislative elections. € 450,000 in emergency aid was also provided for a food aid programme for Anjouan.

The 8<sup>th</sup> EDF NIP (€ 27.5 million) was signed on February 25 1997. Funds will be concentrated on improving transport and communication links and environmental protection. Decentralised co-operation will also be supported through microprojects, training and projects in the private sector.

It is important to note that the EC's technical and financial assistance to Comoros is targeted at development through projects which are equitably divided throughout the Republic's three islands.

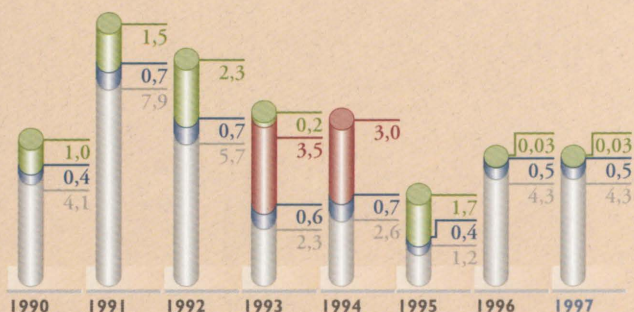
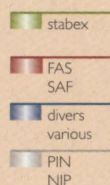
FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

FED  
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument







# Congo (Brazzaville)

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

342 000

2 590 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
€ 488 (1996)

Importations européennes  
en provenance de...  
€ 694 625 580 (1997)

Diamants 57%

Exportations européennes  
vers...  
€ 420 925 140 (1997)

Service de la dette /  
exportations  
14,5% (1995)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation  
primaire  
na/nd (1996)

secondaire  
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation  
59% (1996)

Pays équatorial disposant de ressources forestières peu exploitées et de réserves pétrolières très importantes, le Congo présente un peuplement très déséquilibré: tandis que le nord demeure sous-peuplé avec 1 hab./km<sup>2</sup>, les quatre villes principales du sud abritent plus de 60% de la population. Le secteur pétrolier représente à lui seul plus de 50% des recettes de l'Etat et la quasi-totalité des recettes d'exportation.

A la suite d'une crise profonde provoquée, entre autres, par une mauvaise gestion de l'économie, un régime pluraliste a été institué en 1991.

Le pays demeure confronté à des déséquilibres internes importants ainsi qu'à un endettement d'une ampleur exceptionnelle. Le gouvernement n'a pas été en mesure, jusqu'à présent, de mettre en œuvre de véritables réformes économiques et structurelles pourtant indispensables. Sous le 7ème FED, la coopération avec l'Union Européenne se concentre sur le secteur des transports, l'appui aux PME et le secteur de la santé, au travers d'un Programme Indicatif National de € 51 millions, auquel il convient d'ajouter € 6,6 millions attribués au titre de l'appui à l'ajustement structurel. Cependant, la priorité accordée aux questions de politique intérieure, l'absence d'une stratégie durable de développement et de politiques sectorielles «intérieures» et une administration démotivée à défaut d'être payée régulièrement, ont gravement entravé l'application du programme de coopération dont le taux de mise en œuvre est l'un des plus bas d'Afrique.

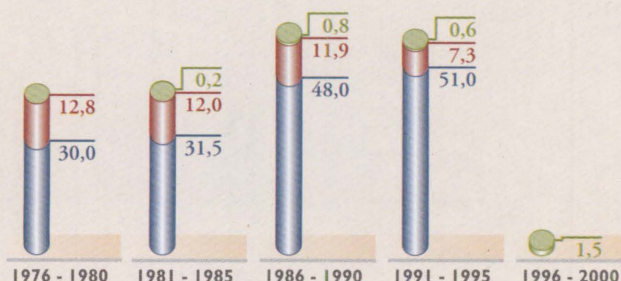
A l'approche de l'élection présidentielle et sur fond de crise politique, économique et sociale, un conflit armé a dévasté Brazzaville (juin – octobre 1997), provoquant l'évacuation des communautés étrangères, des milliers de morts et des destructions massives. A l'issue de cette guerre civile, l'ancien Président Sassou Nguesso a repris le pouvoir. La quasi-totalité des actions de la coopération européenne a dû être arrêtée du fait de la guerre. L'UE a mobilisé une aide humanitaire substantielle (€ 11 millions).

La programmation du 8ème FED n'a pas été finalisée du fait du conflit. L'UE suit avec attention les progrès dans le processus de légitimation du pouvoir afin de poursuivre le dialogue.

## FED EDF + budget

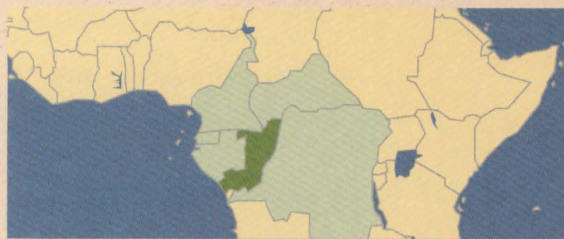
dotations en millions €  
allocations in € million

budget  
 autres fed + bei  
others fed + eib  
 pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SME's  
 secteurs sociaux  
social sectors  
 autres  
others





Economic indicators	
GNP per capita	€ 488 (1996)
European imports from...	€ 694 625 580 (1997)
Diamonds	57%
European Exports to...	€ 420 925 140 (1997)
Debt service / exports	14.5% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.7% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	59% (1996)

An equatorial country, the Congo's main resources are dense forests that could be developed, and considerable oil reserves. Its population is very unevenly distributed; the north is under-populated, with one inhabitant per square kilometre, while the four main cities in the south are home to more than 60% of the population. The oil industry alone represents more than 50% of the State's revenue, and almost all its export revenue.

A multi-party system was established in 1991, following a major crisis partly caused by poor management of the economy.

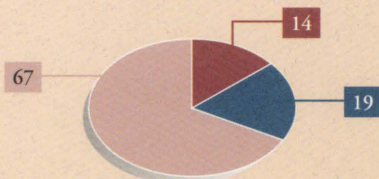
The country is still confronted by domestic problems, as well as an exceptionally large debt. To date, the government has not been able to implement genuine and essential structural reforms. Under the 7<sup>th</sup> EDF National Indicative Programme (€ 51 million), cooperation with the European Union is concentrated on transport, support for SMEs and the health sector. A further € 6.6 million has been made available for structural adjustment support. However, the heavy emphasis on domestic issues, the absence of a sustainable development policy and of suitable internal sectoral policies, and a lack of motivation in the administration where salaries were paid irregularly, all combined to hinder seriously the establishment of the cooperation programme. The programme's implementation rate is one of the lowest in Africa.

In the run-up to the presidential elections, a political, economic and social crisis developed which spilled over into armed conflict in June-October 1997. This caused widespread destruction in Brazzaville with thousands of fatalities, and prompted the evacuation of foreign nationals. The outcome of the civil war was the accession to power of President Sassou Nguesso. Almost all European cooperation projects were suspended as a result of the conflict although the EU mobilised a sizeable humanitarian aid operation (€ 11 million).

The programming of the 8<sup>th</sup> EDF has not been completed due to the conflict. The EU is carefully following progress in the stabilizing of the government in order to maintain the dialogue process.

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument

